

« Sortir de la caricature : il ne suffit pas de se déclarer alternatif pour être progressiste »

Texte complet de l'intervention
de Philippe Meirieu
publiée partiellement par
Politis le 10 juillet 2014

Je n'ai pas voulu signer la pétition « *Pour rendre possible le choix d'une alternative éducative dans l'école publique* » (<http://appelecolesdifferentes.blogspot.fr>) et j'assume totalement ma décision... même si je continue, par ailleurs, à soutenir des initiatives pour la création de structures alternatives. Mais une chose est de soutenir des initiatives qui obéissent à un certain nombre d'exigences, autre chose est d'appeler à la création d'un double réseau dans l'Education nationale : un réseau se référant à « l'éducation traditionnelle » et un réseau se référant à la « pédagogie innovante ».

Car, l'institutionnalisation, de fait, de ce double réseau auquel appelle cette pétition me semble comporter de nombreux dangers. D'une part, elle légitime, paradoxalement, la « pédagogie traditionnelle » qui se voit ainsi autorisée à se pérenniser sans jamais s'interroger sur les apports des pédagogues et de la réflexion pédagogique. On reconnaît, en effet, implicitement que toute une partie des enfants seront tenus à l'écart de ce qui a été élaboré dans le champ pédagogique afin de mieux associer acquisition des savoirs et formation du citoyen, transmission et émancipation, développement individuel et construction du collectif, etc. C'est, pour moi, inacceptable ! Je me suis battu, pendant toute ma carrière pour que tous les élèves – y compris ceux qui n'ont pas les parents « éclairés » qui choisiraient des « écoles innovantes » - puissent bénéficier des apports de la réflexion pédagogique. Ainsi, quand, en 1998, nous avons mis en place, dans les lycées, les « travaux personnels encadrés », « l'éducation civique, juridique et sociale », les « conseils de la vie lycéenne », je crois que nous avons fait vraiment progresser toute l'institution et que nous avons contribué à une éducation plus exigeante et libératrice à la fois, pour toutes et tous. J'ai conscience que cela a été bien compromis depuis, mais je ne veux pas renoncer à ce combat, ni, *a fortiori*, fournir sur un plateau aux tenants de l'éducation traditionnelle l'excuse qui leur permettra de ne pas bouger : « Nous n'avons pas besoin de faire cela, puisque ceux qui veulent cela peuvent aller dans les écoles et établissements innovants ».

D'autre part, je suis très préoccupé de la concurrence libérale entre les réseaux qui pourrait ainsi se développer, chacun cherchant à exhiber les meilleurs résultats possibles pour justifier son existence et attirer le plus d'élèves. On sait, en effet, le caractère ravageur

de cette concurrence dans un contexte où l'individualisme social est dominant. On sait aussi que la concurrence encourage les évaluations purement quantitatives – les notes, les résultats aux examens – que, précisément, les pédagogues de l'Éducation nouvelle contestent très largement. Ce n'est pas un des moindres paradoxes de cet appel que de permettre le développement de ce que, précisément, il conteste.

Et puis, si je soutiens des initiatives visant à créer des « écoles alternatives », je ne le fais pas systématiquement. Je regarde, chaque fois si ce sont des écoles qui assument les exigences et les missions du service public : laïcité, gratuité (ou, au moins, dégressivité forte des tarifs en fonction des revenus des familles), mixité sociale, etc. Je regarde aussi quelles sont les références pédagogiques que ces initiatives proposent. Car, pour moi, tout ne se vaut pas dans l'Éducation nouvelle et il ne suffit pas de se proclamer « alternatif » pour être progressiste. J'ai suffisamment étudié l'Éducation nouvelle pour savoir qu'il faut regarder de près ce que l'on met derrière les « lieux communs » qui sont mis en avant : le « respect de l'enfant » peut signifier qu'on lui donne les moyens de se dépasser ou bien qu'on l'assigne à ne développer que les dons ou les capacités qu'on lui suppose innées ; les « méthodes actives » peuvent favoriser la mise en œuvre d'une vraie pédagogie coopérative ou bien être au service de l'émergence la plus rapide possible des futurs chefs ; l'« individualisation » peut signifier l'attention à la personne dans un collectif ou le triomphe de l'individualisme... Je ne crois pas que la seule référence à la « pédagogie alternative », qui mêle toute une série de grandes figures de la pédagogie sans préciser les finalités et les méthodes que l'on veut mettre en œuvre, garantisse le caractère « éducatif », au sens le plus exigeant du terme, des structures qui seraient ainsi créées.

Enfin, je milite pour que l'Éducation nationale, avant de se lancer dans la mise en place d'un double réseau qui opposerait la « pédagogie traditionnelle » et les « pédagogies innovantes » fasse toute leur place aux innovateurs. Aujourd'hui, les enseignants innovateurs ne sont pas soutenus. Ils doivent se justifier en permanence, rendre des comptes en face d'interlocuteurs souvent inquisiteurs et, même, justifier de 100% de réussite quand, à côté, la même institution ne demande rien – ou presque – à ceux qui ne bougent pas et s'enferment dans la routine. L'Éducation nationale aurait tout intérêt, au contraire, à soutenir ces enseignants, en leur donnant, par exemple, plus de temps pour se former et évaluer collectivement, avec des chercheurs, les résultats et la portée de leur travail sur le long terme. Il faut absolument sortir de la vision caricaturale présentant, d'un côté, une Éducation nationale obscurantiste et, de l'autre, l'École nouvelle qui serait la lumière et la perfection. Certes, l'Éducation nationale reste massivement traditionnelle, mais il y a, en son sein, des professeurs qui pratiquent des pédagogies innovantes et y font un travail exceptionnel.

Parce que je suis un militant pédagogique de longue date, parce que j'ai consacré beaucoup de temps à travailler et à écrire sur l'histoire des pédagogues, je ne peux me résoudre à entériner une démarche qui représente, en réalité, pour moi, une forme de démission – ou, au moins – de renoncement au regard de tout mon engagement.